

Ausgewählte Beiträge zur Schweizer Politik

Suchabfrage	30.03.2023
Thema	Politische Grundfragen
Schlagworte	Keine Einschränkung
Akteure	Prezioso Batou, Stefania (egsols, GE) NR/CN
Prozesstypen	Keine Einschränkung
Datum	01.01.1965 - 30.03.2023

Impressum

Herausgeber

Année Politique Suisse
Institut für Politikwissenschaft
Universität Bern
Fabrikstrasse 8
CH-3012 Bern
www.anneepolitique.swiss

Beiträge von

Buchwalder, Mathias

Bevorzugte Zitierweise

Buchwalder, Mathias 2023. *Ausgewählte Beiträge zur Schweizer Politik: Politische Grundfragen, 2021 - 2022*. Bern: Année Politique Suisse, Institut für Politikwissenschaft, Universität Bern. www.anneepolitique.swiss, abgerufen am 30.03.2023.

Inhaltsverzeichnis

Allgemeine Chronik	1
Grundlagen der Staatsordnung	1
Politische Grundfragen	1
Nationale Identität	1
Landes- und Weltausstellungen	1

Abkürzungsverzeichnis

RK-SR	Kommission für Rechtsfragen des Ständerates
RK-NR	Kommission für Rechtsfragen des Nationalrats
EDA	Eidgenössisches Departement für auswärtige Angelegenheiten
WBK-NR	Kommission für Wissenschaft, Bildung und Kultur des Nationalrats

CAJ-CE	Commission des affaires juridiques du Conseil des Etats
CAJ-CN	Commission des affaires juridiques du Conseil national
DFAE	Département fédéral des affaires étrangères
CSEC-CN	Commission de la science, de l'éducation et de la culture du Conseil national

Allgemeine Chronik

Grundlagen der Staatsordnung

Politische Grundfragen

Nationale Identität

PARLAMENTARISCHE INITIATIVE
DATUM: 29.10.2021
MATHIAS BUCHWALDER

La **commission des affaires juridiques du Conseil national** (CAJ-CN) s'est prononcée, par 16 voix contre 5 et une abstention, pour donner suite à une **initiative parlementaire demandant la réhabilitation des Suisses et Suissesses ayant combattu dans la Résistance française**. A l'image de la décision prise en 2009 d'abroger les sanctions à l'encontre des combattantes et combattants suisses engagé.e.s au cours de la guerre civile espagnole aux côtés du gouvernement républicain, la conseillère nationale genevoise Stefania Prezioso Batou (egsols) souhaite marquer la reconnaissance de la Suisse pour ses citoyennes et citoyens qui ont contribué à libérer l'Europe du nazisme. Les travaux de recherche historique récents ont mis en lumière la participation d'au moins 466 Suisses et Suissesses à la Résistance française durant la Seconde Guerre mondiale. Prenant notamment ceci en considération, la CAJ-CN estime qu'il est légitime de réhabiliter ces personnes. C'est désormais au tour de son homologue des Etats (CAJ-CE) de se pencher sur la question. En outre, la conseillère aux Etats Lisa Mazzone (verts, GE) a déposé la même initiative parlementaire à la chambre des cantons.¹

PARLAMENTARISCHE INITIATIVE
DATUM: 21.01.2022
MATHIAS BUCHWALDER

Après que les commissions des affaires juridiques des deux chambres ont donné suite à l'initiative parlementaire Prezioso (egsols, GE), la sénatrice genevoise Lisa Mazzone (verts) a retiré son intervention, dont les exigences étaient les mêmes, à savoir la **réhabilitation des suisses et suissesses ayant combattu dans la Résistance française**.²

PARLAMENTARISCHE INITIATIVE
DATUM: 21.01.2022
MATHIAS BUCHWALDER

La **Commission des affaires juridiques du Conseil des États** (CAJ-CE) a adhéré à la proposition de sa consœur du National en donnant suite à l'**initiative parlementaire Prezioso** (egsols, GE) par 5 voix contre 3 et 4 abstentions. Suite à cela, la sénatrice Lisa Mazzone (verts, GE) a retiré l'initiative parlementaire 21.465, de même teneur mais qui n'était pas encore passée devant les commissions.³

Landes- und Weltausstellungen

BUNDESRATSGESCHÄFT
DATUM: 06.12.2022
MATHIAS BUCHWALDER

En présence de l'ambassadeur du Japon, les parlementaires fédéraux ont débattu de la **participation de la Suisse à l'exposition universelle d'Osaka** en 2025. De manière surprenante, de longs échanges ont eu lieu au **Conseil national**. Ceux-ci ont porté sur la pertinence des expositions universelles au 21e siècle, sur les coûts financiers, mais aussi environnementaux, qu'elles engendrent, et sur l'image que la Suisse désire y présenter. L'**arrêté** concernant la participation de la Suisse a finalement été **adopté** par 136 voix contre 30 et 23 abstentions, conformément à la proposition de la Commission de la science, de l'éducation et de la culture (CSEC-CN). Le passage de l'objet devant le **Conseil des États** a été plus calme. Les sénateurs et sénatrices l'ont en effet accepté par 32 voix contre 0 (1 abstention). Les discussions à la chambre basse démontrent néanmoins que la sphère politique n'est pas prête à accorder un blanc-seing à l'administration fédérale pour l'organisation de tels événements.

Lors des débats au Conseil national, les membres de la commission compétente ont d'abord rappelé que trois thématiques seront mises en avant par le pavillon suisse à Osaka. Premièrement, les sciences de la vie, la santé et l'alimentation seront regroupées sous le mot-clé « Life ». Deuxièmement, le terme « Planet » englobera l'environnement, la durabilité, le climat et l'énergie. Troisièmement, la robotique et l'intelligence artificielle formeront le volet « Augmented human ». Pour permettre à la Suisse de se présenter sous une facette innovante, des dépenses totales de CHF 19.4 millions sont prévues. Parmi celles-ci, CHF 4.4 millions doivent être couvertes par des contributions de sponsoring, selon les nouvelles directives du DFAE en la matière. Ce point en particulier a été critiqué par Stefania Prezioso Batou (eäg, GE), qui a déploré le manque de transparence lors de la sélection des sponsors. Recommandant, au nom du groupe des Vert.e.s, de s'abstenir lors du vote, elle s'est posée la question de la légitimité d'une exposition universelle au 21e siècle. La même interrogation a agité, de

l'autre côté de l'échiquier politique, Peter Keller (udc, NW), pour qui le principe des expositions universelles est dépassé. Selon lui, il n'est plus nécessaire de se présenter sous son meilleur jour au reste du monde, alors que la digitalisation et l'expansion du tourisme permettent aujourd'hui à tout un chacun de découvrir la planète. Arguant qu'il n'y a pas de petites économies, il a notamment mis en avant la possibilité d'épargner les millions prévus pour le pavillon, recommandant ainsi, au nom de la fraction agrarienne, de refuser l'arrêté. Les groupes socialistes, vert-libéraux et du Centre se sont en revanche prononcés en faveur de l'objet, en raison notamment des relations étroites que la Suisse entretient avec le Japon, un partenaire économique important.⁴

1) Communiqué de presse CAJ-CN du 29 octobre 2021; Lib, 18.6.21

2) Communiqué de presse CAJ-CE du 21 janvier 2022; Communiqué de presse CAJ-CN du 29 octobre 2021; Lib, 18.6.21

3) Communiqué de presse CAJ-CE du 21 janvier 2022; Communiqué de presse CAJ-CN du 29 octobre 2021; QJ, 14.12.21

4) BO CE, 2022, p. 1200 ss.; BO CN, 2022, p. 2159 ss.